



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.:
GENERALE

E/ECA/TRADE/91/28
2 septembre 1991

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Groupe intergouverne-
mental d'experts de la
Conférence des Ministres
africains des finances

13-15 décembre 1991
Addis-Abeba, Ethiopie

Conférence des Ministres
africains des finances

17-18 décembre 1991
Addis-Abeba, Ethiopie

IMPACT DE L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN (SME)
SUR LE RÉGIME MONÉTAIRE ET FINANCIER D'UN GROUPE DE
PAYS AFRICAINS NON ANGLOPHONES N'APPARTENANT PAS
A LA ZONE FRANC

Table des matières

	Paragrapbes	Pages
Introduction	1 - 7	1
Chapitre I: L'évolution possible du futur système monétaire européen	8 - 22	4
Chapitre II: Incidences de l'évolution du SME sur les régimes moné- taires et financiers de certains pays africains.	23 - 58	9
Chapitre III. Propositions africaines face aux arrangements monétaires et financiers de l'Europe de 1992.	59 - 81	20
Conclusions	82 - 88	28

INTRODUCTION

1. L'examen de l'impact de l'Europe de 1992 sur les régimes monétaires et financiers des pays africains soulève la question de savoir quel sera l'avenir et l'évolution du système monétaire européen (SME) et à y répondre. Or à ce jour, les incidences du futur SME ne peuvent guère être connues de façon sûre et définitive du fait qu'elles seront des résultantes des décisions et des objectifs que la CEE sera amenée à prendre et à se fixer.

2. Si l'on peut affirmer présomptivement qu'à partir de 1992, les mesures monétaires et financières de la CEE vont changer la nature des dispositions du Traité de Rome sur lesquelles se fondaient les rapports de la coopération entre la CEE et les pays africains, il n'est par contre pas facile d'avoir une vue d'ensemble des questions qui se poseront après 1992 dans les domaines monétaires et financiers africains.

3. Si l'on peut douter de l'avenir des conventions ACP/CEE, l'ampleur de ces doutes dépendra du processus de mise en oeuvre des innovations financières et monétaires que le marché unique introduira dans l'exécution de ses finances publiques.

4. Mais comme le futur SME sera conduit à mettre en chantier des instruments et des politiques monétaires et financières visant le renforcement de la cohésion économique et financière des pays européens, l'on peut se poser la question de savoir quel sera le sens de l'impact que ces nouvelles structures exerceront sur les régimes monétaires et financiers des pays africains. Si l'impact est positif le futur SME sera une locomotive de croissance des économies africaines. Si par contre l'impact est négatif les pays africains verront leurs intérêts vitaux se détériorer.

5. Le présent rapport essaie d'esquisser l'image du futur SME dans les domaines monétaires et financiers et l'impact que son évolution pourrait avoir sur les régimes monétaires et financiers des pays africains non anglophones et n'appartenant pas à la zone franc CFA.

6. Ces pays, de par leur régime de change, se classent en 6 groupes suivant la manière dont leur taux de change est établi.

Pays dont le taux de change est établi

a/ par rapport au dollar des E.U.

Angola

Djibouti

b/ Par rapport au DTS

Burundi

Rwanda

Seychelles

c/ Par rapport à un ensemble d'autres monnaies

Algérie

Maroc

Sao Tome et Principe

d/ Taux de change ajusté en fonction d'un groupe d'indicateurs

Madagascar

Mozambique

e/ Taux de change régi par un régime de flottement dirigé

Guinée (Conakry)

Guinée Bissau

Mauritanie

Tunisie

f/ Taux de change flottant indépendamment

Zaïre.

7. Le rapport comprend trois chapitre:

Chapitre I : L'évolution possible du futur système
monétaire européen

Chapitre II: Incidences de l'évolution du SME sur les régimes
monétaires et financiers de certains pays africains

Chapitre III: Propositions africaines face aux arrangements
monétaires et financiers de l'Europe de 1992.

CHAPITRE I: L'EVOLUTION POSSIBLE DU FUTUR SME

8. Le futur SME introduira dans le contexte du marché unique européen de nouvelles politiques monétaires et financières axées sur l'intégration monétaire et financière des pays membres. La grande inconnue sera alors l'avenir des relations monétaires, financières et commerciales entre l'Europe et les pays africains. Cette question est d'une importance capitale quand on sait que directement ou indirectement les pays africains sont monétairement, financièrement et plus commercialement liés à l'un ou l'autre pays de la CEE. Ce sont ces liens qui soumettent alors les régimes monétaires et financiers des pays africains aux mouvements du SME.

9. Jusqu'aujourd'hui, ces liens reposaient sur des accords bilatéraux ou multilatéraux dans le cadre des ACP/CEE. Or avec le Marché unique européen quel sera le comportement de l'Europe vis-à-vis d'une Afrique devenue inattractive pour les agents économiques de la CEE? Les nouvelles orientations financières qui seront dictées par les besoins du marché ne risquent-elles pas d'aggraver les conditions d'endettement des pays africains?

10. Au niveau de la politique monétaire et financière notamment, les changements à intervenir seront étroitement liés à d'autres évolutions structurelles qui auront pour sous-bassement principal ^{1/}, la déréglementation financière et l'intégration monétaire. Cette politique va impliquer entre autre aspects:

- a/ Le démantèlement des réglementations sur les taux d'intérêt;

^{1/} Patrick Arthus: Le processus d'innovation financière dans les pays industrialisés et ses conséquences. in Epargne sans frontière, no. 20, septembre 1990, pp. 18-25.

b/ La suppression du contrôle de changes et son remplacement par des méthodes indirectes reposant sur les mouvements des taux d'intérêts;

c/ La déspecialisation géographique et fonctionnelle qui fera que dans tous les pays de la CEE les frontières historiques entre les banques commerciales et les banques d'investissement vont s'atténuer.

11. Ces questions se feront encore plus précises à mesure que l'actuelle programme politique se concrétisera en union économique et monétaire avec l'écu comme monnaie unique. La mise en oeuvre de cette politique aura pour objectif la garantie de la libre circulation des capitaux, la libre prestation des services financiers et l'harmonisation fiscale.

12. Ce programme que les pays CEE ont déjà adopté, s'articulera autour d'une autorité monétaire centralisée avec l'utilisation d'une monnaie communautaire unique. La politique monétaire sera administrée par une institution communautaire autonome centrée autour d'une autorité monétaire utilisant une monnaie unique. La réglementation serait organisée selon une structure fédérale au sein d'un système européen des Banques centrales. Suivant les informations disponibles à ce jour, il n'existe pas de calendrier ni d'échéance pour la réalisation de ces objectifs. Seulement l'on sait que la première étape a commencé en juillet 1990 et l'étape finale entrerait en vigueur au plus tard en décembre 1992 2/.

2/ Voir Louis R.V.: Du SME à l'union monétaire. Document CEE, 1990.

13. Le choix de ce cheminement est dicté par le fait que dans le domaine monétaire et financier, le but de l'Acte unique européen de 1992 est d'établir une coopération monétaire et financière plus étroite entre les Etats CEE devant aboutir à une zone de stabilité et de solidarité en Europe. Cet espace aura pour supports principaux trois piliers, à savoir:

- i) l'intégration institutionnelle;
- ii) la création d'une banque centrale européenne avec l'ECU comme monnaie commune;
- iii) la mise en place d'un mécanisme commun de change et de réserve.

Dans toutes les stratégies qui ont été élaborées jusqu'ici, l'ECU tient une place particulière avec la disparition progressive des politiques monétaires nationales.

Le rôle de l'ECU

14. Bien que n'ayant pas à l'origine les fonctions d'une monnaie dans le SME, l'ECU est en passe, grâce à son utilisation par le marché, d'en acquérir toutes les caractéristiques. Une réglementation ainsi que des mesures initiées par les banques se sont constituées graduellement pour fixer le cadre d'obligations contractuelles régissant l'emploi de l'ECU, et cette pratique s'impose petit à petit à tous les agents économiques de la CEE.

15. En effet, l'on remarque que l'utilisation de l'ECU s'est développée très rapidement depuis 1981 notamment dans les

transactions financières 3/. Alors qu'il n'avait que deux ans d'existence, l'ECU a évolué de simple unité de compte en une monnaie utilisée aussi bien pour accorder des crédits que pour financer des investissements ou encore comme monnaie de facturation.

16. Le marché bancaire de l'ECU a connu une expansion considérable ces dernières années. C'est ainsi que la valeur en dollars courants des avoirs bancaires libellés en écus, pratiquement inexistant en 1980, dépassait les 61 milliards de dollars en 1986 4/. De ce fait, le pourcentage des avoirs en écu par rapport au montant total des avoirs en Euromonnaies autres que le dollar passait de moins de 2% en décembre 1982 à 9.1% à fin mars 1986.

17. De la même manière, l'activité des émissions sur le marché des obligations en écus a été très soutenue. De 5 milliards de dollars en 1984, elle s'est développée pour atteindre à fin 1990, 14,1 milliards de dollars (Tableau II). A côté des émissions classiques d'obligations à taux fixe (ou variables) en écus, il existe maintenant sur le marché obligataire des émissions en écus permettant aux entreprises d'améliorer leurs fonds propres. En outre, on assiste de plus en plus à la négociation des prêts bancaires internationaux libellés en écu comme il ressort du tableau III. Selon les utilisateurs, l'intérêt de l'usage de l'ECU est qu'il diminue les risques de change dans le cas où l'on désire se couvrir contre les risques de fluctuation de change.

18. En ce qui concerne les pays africains dans leur ensemble dont près de la moitié des exportations sont dirigées vers les pays de la CEE, l'on comprend l'importance de l'ECU dans leurs futures

3/ Voir: Amadou Kane: "L'ECU Européen devient une monnaie", in Jeune Afrique Economie, No. 97, mai 1987.

4/ A. Kane, Op. cit.

relations commerciales et financières avec les pays devant adopter l'ECU comme monnaie (Tableau IV).

19. Bien que l'ECU constitue en lui-même une protection contre les risques de taux de change et d'intérêt vis-à-vis des monnaies de la CEE, il existe un besoin de protection contre les variations des monnaies tierces, en particulier le dollar. C'est pourquoi il a été mis en place pour ce faire des contrats à terme dollar/ECU à New York et Chicago et des options de change dollar/ECU à Amsterdam (Hollande) et Philadelphie. Ces options et contrats permettent aux agents économiques de la CEE de convertir leur risque dollar en un risque ECU plus maîtrisable. Malheureusement, les pays africains ne participent pas à ces contrats.

20. D'autres facteurs actuellement en cours tels que le développement des crédits multi-devises incluant des tranches en écus contribuent à élargir encore les dimensions de l'ECU.

21. Avec l'Europe de 1992, l'on assistera dès lors à l'émergence d'un ECU doté de tous les attributs d'une monnaie, et qui sera émis sous la responsabilité de la future banque centrale européenne.

22. Mais même avant cette échéance, l'ECU est à ce jour un avoir de réserve et un instrument de règlement entre les banques centrales des pays de la CEE. En outre, les institutions communautaires de la CEE s'en servent pour évaluer le montant de l'aide dans le cadre de la Convention CEE/ACP, et il commence à se généraliser peu à peu comme instrument de facturation et d'emprunt pour ces institutions.

CHAPITRE II

INCIDENCES POSSIBLES DE L'EVOLUTION DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN SUR LES REGIMES MONETAIRES ET FINANCIERS DE CERTAINS PAYS AFRICAINS

a/ Approche générale

23. Les incidences du futur SME sur les économies africaines seront nombreuses et variées à tel point qu'il est quasi impossible de les prévoir à l'avance. Cependant, en se référant au projet de l'Acte unique qui tendrait à créer une monnaie unique, les incidences auront des effets d'amplitude différente selon le niveau des liens économiques et financiers qu'un pays africain aura tissé avec le ou les partenaires de la CEE.

24. Théoriquement, l'on démontre que pour deux pays ayant des relations économiques et commerciales soutenues, leurs rapports monétaires et financiers sont en corrélation directe avec l'évolution des fluctuations du taux de change (cotation directe ou indirecte) entre les deux monnaies ^{5/}. Or dans le cas des pays africains, il y a aujourd'hui autant de taux de change qu'il y a de pays intervenant dans les échanges. Dans le cas des pays de la CEE, il va y avoir réduction de ces taux avec l'adoption d'une monnaie unique qui remplacera les actuelles monnaies nationales des Etats CEE. L'Afrique aura donc plusieurs partenaires avec une seule monnaie de facturation. Dans ce cas, les incidences de la nouvelle monnaie dépendra de la manière dont elle va se comporter

^{5/} Wickman P: The choice of exchange rate regime in developing countries in IMF Staff, paper June 1985. Jacques Henri David: La monnaie et la politique monétaire, Economica 2e éd. 1986.

vis-à-vis des autres monnaies du monde et aussi de la manière dont elle sera déterminée au départ.

25. A ce jour, son comportement dépend de son calcul et des mouvements des monnaies entrant dans sa composition 6/. Si le Deutsch mark qui entre dans le panier ECU à concurrence de 34,9% subit une fluctuation importante, les effets seront plus importants que si le choc venait de la Couronne danoise (DKr) qui entre dans l'ECU à raison de 2,8%.

26. Pour ce qui concerne les pays tiers, l'évaluation des effets de l'ECU sur leurs activités dépendra de leurs relations commerciales et financières avec les pays utilisant l'ECU comme monnaie. Etant donné la relative indépendance monétaire des pays africains étudiés par rapport à l'Europe des 12, le SME affectera plus les relations financières et commerciales que leur politique monétaire.

27. Un pays comme l'Algérie dont 24% des importations viennent de la France ou le Zaïre dont 43% des exportations sont destinées à la Belgique, tout comme les autres pays africains dont le gros des flux commerciaux s'effectuent avec les pays CEE, sentiront plus ou moins directement les effets de l'adoption par leurs partenaires de l'ECU comme monnaie de facturation (Tableau I).

28. Une question qui mérite cependant un examen approfondi et les ajustements à faire de temps à autre pour compenser une perte de compétitivité ou s'adapter à un changement de structures des

6/ Voir Banque européenne d'investissement Rapport annuel 1989: Pour calculer la valeur journalière de l'ECU, la Banque centrale de chaque Etat membre communique un cours représentatif de sa monnaie sur le marché exprimé par rapport au dollar des E.U. Le dollar des E.U. a été choisi parce qu'il permet de déterminer les cours les plus significatifs sur toutes les places financières du monde.

échanges d'un pays ou encore mettre fin à une inflation interne plus rapide en Afrique que chez ses partenaires commerciaux 2/.

b/ Cas des pays n'appartenant pas à la Zone CFA et non-anglophone

29. Le groupe de pays africains n'appartenant pas à la zone CFA et ne parlant pas anglais constitue un groupe suffisamment important pour le considérer comme un partenaire économique intéressant. L'on doit cependant faire remarquer que rien ne les rapproche dans leur ensemble. Sur les 18 pays étudiés, 3 (Algérie, Maroc, Tunisie) appartiennent à l'Afrique du Nord; 3 (Angola, Djibouti, Mozambique) appartiennent au groupe de l'Afrique de l'Est et australe; 3 sont des Iles de l'Océan Indien (Comores, Madagascar, Seychelles); 4 pays (Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie et Sao Tome-et-Principe) appartiennent à la sous-région d'Afrique de l'Ouest et sont en contact avec les pays de la zone franc CFA. Enfin, le Groupe compte les 3 pays de l'ancienne Afrique belge (Zaire, Rwanda et Burundi).

30. Sur le plan de leur politique monétaire, (Tableau I), 2 pays, Angola et Djibouti ont rattaché leurs monnaies au dollar des E.U.; 3 pays, Burundi, Rwanda et Seychelles sont rattachés au DTS; 5 pays à savoir la Tunisie, Zaire, Guinée (Conakry), Guinée (Bissau), Mauritanie laissent flotter leur monnaie; 2 pays: Madagascar et Mozambique indexent leur monnaie à une série d'indicateurs. Enfin, il y a 3 pays Algérie, Maroc et Sao Tomé-et-Principe qui ont rattaché leur monnaie à un panier de monnaie.

2/ Voir Hirsch, F.: "Fluctuating exchange rates and developing countries" UNCTAD, Doc TD/B/555/Add.1, July 1975.

31. L'on notera aussi que les différents pays appartiennent à des groupements économiques sous-régionaux tels que: UMA pour l'Afrique du Nord; la ZEP pour les pays de l'Afrique de l'Est et australe.

32. Enfin, les 4 pays de l'Afrique de l'Ouest appartiennent tous à la CEDEAO. Et tous les pays à part ceux de l'Afrique du Nord sont membres des ACP/CEE.

c/ Echanges CEE avec les pays étudiés

33. Les données disponibles permettent d'étudier les échanges CEE-pays africains jusqu'en 1989. Les tableaux I et IV permettent d'analyser le niveau des importations et des exportations entre la CEE et les pays africains.

34. Dans le tableau IV, l'on notera que les exportations de la CEE vers les pays africains dans leur ensemble sont passées de 28.142 millions de dollars en 1985 à 35.923 millions de dollars en 1989, soit un taux de croissance annuel moyen de 6,3%.

35. Durant la même période, la part des exportations de la CEE à destination des pays étudiés est passé de 11.990 millions de dollars E.U. en 1985 à 15.181 millions de dollars E.U. en 1989, soit un taux de croissance annuel moyen de 6,1%. Les exportations de la CEE vers les pays étudiés ont représenté en 1985 42,6% et mise à part une légère chute en 1988, le niveau oscille toujours aux alentours de 42%. C'est autant dire que ce groupe de pays constitue dans son ensemble un marché d'exportation non négligeable pour les pays de la CEE.

36. L'on doit cependant faire remarquer que trois pays d'Afrique du Nord se partagent pratiquement plus de 70% des exportations de la CEE. Rien qu'en 1989, 74,6% des exportations de la CEE sont allées à ces 3 pays. Ce qui est normal puisque les mêmes pays ont

importé 33,5% des exportations de la CEE destinée à l'Afrique en 1989. L'on peut donc dire que pour les 3 pays, les exportations de la CEE sont nettement supérieures à la moyenne de l'ensemble du groupe.

37. S'agissant des importations des pays étudiés en provenance de la CEE, il est à noter que les pourcentages des importations sont presque identiques à ceux des exportations. Ils oscillent autour de 43%, avec un avantage certain pour les pays de la CEE. Un déficit commercial permanent caractérise donc les échanges commerciaux entre la CEE et les pays en question. Un seul pays exportateur d'hydrocarbures, l'Algérie a une balance commerciale positive avec les pays CEE pris comme entité. Quant au Zaïre, sa balance positive est due à la réduction des importations par manque de ressources.

38. Le tableau I montre la prépondérance de l'origine et la destination particulière des importations et des exportations de chaque pays. L'on notera particulièrement la place qu'occupe la France dans les échanges des pays étudiés.

39. L'on peut donc conclure que le groupe de pays constitue un marché non négligeable pour la CEE. Toutefois, les échanges entre la CEE et les Etats africains risquent de subir un protectionnisme discriminatoire compte tenu des changements qui vont intervenir sur le marché unique européen. L'on remarquera à titre indicatif que l'application de la politique de libre échange et la liberté de taux de change entre les partenaires européens feront qu'il n'existera plus de contraction des échanges dûs à l'application des droits et des contingentements entre les pays CEE. Par contre, il pourrait y avoir une discrimination à l'égard des produits africains comme les produits agricoles d'Afrique du Nord, ou les autres produits de base d'origine africaine qui risquent de se

faire supplanter par des offres en provenance des autres régions en développement ou des anciens pays socialistes d'Europe orientale.

40. Le marché unique étant suffisamment fort autosuffisant et très attrayant, il y a un risque de voir surgir une sorte de protectionnisme discriminatoire 8/. Quelle sera alors la place des pays africains? Marginale. En effet, étant donné qu'au sein de la CEE va s'établir une mobilité parfaite des ressources, il y aura un flux d'échanges et une nouvelle division du travail qui risque de défavoriser l'Afrique. Il faudra donc une longue période d'adaptation pour que l'Afrique s'implante dans les nouvelles structures.

41. Pour que l'Afrique puisse s'insérer rapidement dans ces structures, il faudrait qu'elle renforce ses positions au sein du groupe ACP et abandonner les arrangements bilatéraux qui peuvent fragiliser les pays africains pris individuellement.

42. En effet, si l'on accepte la définition selon laquelle un accord bilatéral est sensé assurer l'expansion continue des échanges entre les pays partenaires 9/, il est peu probable que les pays africains puissent se prévaloir des dispositions avantageuses lorsque le marché unique entrera en vigueur. Il n'existera plus d'accords bilatéraux qui vaillent.

43. Tous les pays CEE risquent de dénoncer les accords bilatéraux et procéder aux renégociations d'un cadre type des échanges. Et compte tenu de l'attrait que va exercer le marché unique sur ses partenaires, l'ampleur des contraintes commerciales dépendront des liens particuliers que chaque pays pris individuellement aura avec

8/ Voir CEA: L'Union africaine des paiements, doc. E/CN.14/WP.2/4.

9/ Ibidem.

les pays CEE leaders. Ceux-là même qui vont peser plus que d'autres dans le panier de l'ECU.

d/ Impact de l'ECU sur le mouvement des échanges

44. Selon le niveau des échanges qu'un pays aura avec la CEE, les effets du SME et plus particulièrement les effets de l'ECU sur le mouvement des échanges seront identiques à tout effet dû aux fluctuations d'une monnaie de facturation 10/. Selon que l'autorité monétaire unique prendra des mesures d'ajustement et procédera à la modification de sa politique monétaire et financière pour des considérations de gestion de la demande intérieure, les pays africains en feront la triste expérience.

45. Etant donné que les échanges sont plutôt en faveur des pays de la CEE, l'incidence des fluctuations combinée avec la dépréciation des termes de l'échange va aggraver le déficit commercial entre l'Afrique et les pays CEE. Les effets seront ressentis plus violemment dans une situation inflationniste. En effet, les taux d'inflation élevés qui vont accompagner la création du marché unique vont se traduire par des accroissements considérables des prix des produits offerts par la CEE sur le marché africain, aggravant par là-même la situation déficitaire des balances commerciales des économies africaines dépendant principalement de l'exportation des produits de base 11/.

46. Dans les pays africains, ces perturbations, à cause de leur nature variable et leur régularité, vont davantage entraver les stratégies de développement actuellement mises en place.

10/ Voir CEA: Les incidences des fluctuations des taux de change des principales monnaies d'intervention sur les économies africaines. Doc. E/ECA/TRADE/9.

11/ Voir Convention de Lomé IV, art. 69.

47. La régularité et l'amplitude des fluctuations risquent aussi de poser des problèmes sur la gestion des réserves et de la dette dans les pays africains qui presque tous détiennent leur réserve dans des monnaies autre que l'ECU.

48. Pour les pays qui vont transformer leurs avoirs en ECU, ils pourront se dispenser de l'obligation de prendre continuellement des décisions qu'exigent la gestion des devises fluctuantes. En outre, elle permet de s'assurer que les transactions qui seraient libellées en ECU seront réalisées sur la base d'un taux de change stable.

49. Mais il est possible que les pays CEE abandonnent le taux de change comme instrument de politique monétaire au profit des taux d'intérêt qui, par un jeu de concurrence pour attirer les capitaux ou financer les déficits budgétaires va exercer une attraction négative sur les capitaux africains. C'est une hypothèse à ne pas exclure à long-terme.

50. La complexité de ces questions soulignent à elles seules la difficulté d'examiner l'impact de l'Europe de 1992 sur les économies africaines et la nécessité d'approfondir la question.

e/ Effet sur la balance commerciale et le niveau des prix

51. Malgré son niveau de stabilité, l'ECU ne manquera pas de connaître des fluctuations. Si l'ECU est un panier avec des monnaies nationales indépendantes, il y aurait des ajustements réguliers rendus nécessaires par des déviations causées par des politiques monétaires nationales indépendantes ou des facteurs exogènes. Par contre, dans l'Europe de 1992, l'ECU est une monnaie émise par une banque centrale d'où ses effets sur la balance commerciale et le niveau des prix seront ceux de toute autre monnaie de règlement ou de réserve.

52. Dans ces conditions, les effets de la fluctuation de l'ECU dépendra de l'évolution des prix relatifs (maintien des prix à l'exportation et variation des prix à l'importation. A court terme, toute variation du taux de change de l'ECU exercera un effet pervers sur les balances commerciales des pays en aggravant le déficit commercial des pays dont la monnaie va se déprécier par rapport à l'ECU mais aura un effet positif pour les pays dont l'unité monétaire s'appréciera. Pour ces derniers, l'excédent ne manquera pas de s'accroître. Ces phénomènes qui sont théoriquement mesurables n'entraîneront pas à court terme un changement des volumes échangés qui vont manifester une certaine inertie ^{12/}. Ceci se comprend dans la mesure où la majorité des pays africains considérés sont exportateurs des produits à très faible élasticité. Au niveau des produits manufacturés importés des pays CEE, leurs prix continueront toujours à réagir dans le sens voulu par la monnaie de facturation.

53. Toute hausse de l'ECU en tant que monnaie de facturation va aggraver le déficit des pays africains. Mais sa baisse en favorisant les importations massives n'améliorera point la balance commerciale des pays africains étant donné que leurs exportations ne se retrouveront pas pour autant revalorisées dans les mêmes proportions que la dévaluation. En effet, les contrats extérieurs des pays africains sont exprimés en monnaies étrangères et dans presque tous les pays africains, les opérateurs économiques pratiquent rarement (sinon jamais) les facilités offertes par les marchés de change à terme.

54. En outre, les pays africains se caractérisant par une absence de production de biens d'équipement, l'accroissement du taux de la formation du capital se traduira toujours par une augmentation de la demande d'importation en biens et matériels d'équipement. Or

^{12/} CEA, Doc. E/ECEA/TRADE/9, op. cit.

aussi longtemps que l'Afrique aura à importer ces biens des pays membres de la CEE, toute fluctuation va provoquer des changements des prix des importations exprimées en monnaie nationale.

f/ Effets sur le niveau des recettes d'exportation

55. La mise en place de l'ECU comme monnaie unique peut aussi exercer un effet défavorable sur les recettes d'exportation et ainsi nuire à l'économie des pays africains exportateurs de plusieurs façons. L'on retiendra de prime abord que les flux financiers provenant des exportations peuvent évoluer de la façon suivante: en procédant à la substitution des monnaies nationales dans laquelle se faisait la facturation des exportations africaines, il va y avoir formation de nouveaux taux de change effectifs réels. Comme l'ECU va fluctuer par rapport aux autres monnaies, les recettes d'exportation verront leur volume et leur pouvoir d'achat fluctuer suivant le sens combiné des taux de changes effectifs réels de l'ECU et des taux d'inflation. Si le pouvoir d'achat des recettes d'exportation s'effrite, la balance commerciale et les termes de l'échange vont se détériorer et les crises se succéder, avec pour corollaire une perte de revenu réel et une diminution des ressources productives pouvant servir à une nouvelle formation de capital ^{13/}. Cette situation fera que la fluctuation de l'ECU, du fait des rapports privilégiés entre l'Afrique et la CEE, risque d'affecter les politiques économiques des pays africains et rendre difficile les opérations d'ajustement africains. Ces difficultés pourront encore être rendu plus dures par le fait que la valeur des avoirs en devises en diverses monnaies européennes seront directement affectées par le changement de parité des monnaies nationales des pays de la CEE.

^{13/} Nations Unies, Département des questions économiques et sociales: commerce des produits de base et développement économique, Doc. E/2519, p. 19.

g/ Effets sur le niveau des réserves

56. Historiquement, la structure des réserves africaines est essentiellement le produit des rapports politiques des pays avec les anciennes puissances métropolitaines: le Zaïre détenant ses réserves essentiellement en Franc Belges. L'Algérie, la Tunisie et le Maroc en Franc français, l'Angola en escudo etc... par suite de la déréglementation financière consécutive à l'adoption de l'ECU comme monnaie européenne et la mise en place de nouvelles structures, les autorités monétaires africaines vont faire face à des problèmes de fluctuations de leur réserve: principalement parce que les réserves internationales de l'Afrique libellées dans les anciennes monnaies seront converties en leur équivalent en ECU. En outre, les banques centrales européennes peuvent procéder à un réajustement de leurs monnaies avant l'adoption de l'ECU comme monnaie unique pour être compétitives au niveau international. Dans ces conditions, les pays africains peuvent perdre au change.

h/ Effet sur l'endettement des pays africains

57. A la fin de 1990, la dette totale de l'Afrique était estimée à 271.9 milliards de dollars. Mais cette dette suivant les pays est en partie en franc français, en Livre Sterling, en Deutsch mark ou en franc belge. En d'autres termes, elle est détenue en plusieurs monnaies des divers pays de la CEE. Cette dette selon les rapports qui prévaudront entre l'ECU et les anciennes monnaies subira une incidence dont il est difficile d'évaluer quantitativement sur le stock total. Comme les chiffres de la dette africaine sont exprimés par convention en dollars des Etats-Unis, mais libellée en de nombreuses monnaies (environ 50% en dollars des Etats-Unis moins de 12% en deutsch mark et environ 4%

en Yen japonais 14/, l'impact de l'ECU aura des répercussions complexes sur la dette en cours et le coût du service de la dette.

58. Il serait donc prudent de mettre sur pied des politiques et des institutions aussi bien sur le plan national, régional qu'international à même d'assurer aux pays africains une certaine stabilité monétaire et financière.

14/ OCDE: Examen 1973, p. 81.

CHAPITRE III

PROPOSITION AFRICAINE FACE A L'EVOLUTION DU SME ET AUX ARRANGEMENTS MONETAIRES ET FINANCIERS DE L'EUROPE DE 1992

59. Avec l'émergence de l'ECU monnaie européenne d'une Europe devenue première puissance économique et financière internationale, l'on va assister à un alignement des taux de change sur la nouvelle unité monétaire à cause principalement des politiques monétaires des principales puissances concurrentes de la CEE (Japon, USA).

60. Compte tenu de l'attrait que l'ECU va exercer sur les autres monnaies, les flux financiers à destination de l'Europe vont favoriser l'absorption des chocs inflationnistes et corriger les difficultés des balances des paiements.

61. Avec la suppression des coûts de transactions de change qui existaient entre les monnaies européennes, l'ECU deviendra la devise de réserve par excellence au détriment du dollar et du Yen.

62. Avec la mise en place d'une politique de concurrence entre les banques CEE, les pays africains seront-ils plus éligibles qu'aujourd'hui aux mécanismes de crédits et à l'investissement du SME? C'est très douteux. A voir la manière dont l'approche du marché unique précipite les mouvements de désinvestissements des banques et des entreprises européennes, l'on peut se dire que l'on va vers une Europe qui se désengage de l'Afrique. Face à ces faits combinés, quel devrait être le comportement de l'Afrique?

63. Il est indéniable que l'émergence de l'ECU comme monnaie unique affectera le commerce international et risque de perturber les politiques monétaires et financières des économies africaines.

Cependant, les divers effets induits seront si nombreux et variés que si l'Afrique veut bien se prémunir contre les effets néfastes découlant de l'intégration économique et monétaire européenne, elle se doit d'ores et déjà recenser et condamner tous les arrangements et accords monétaires et financiers qui auraient pour conséquence de faire perdre à l'Afrique les avantages attendus des conventions successives de Lomé entre la CEE et les Etats ACP. Pour ce faire, les pays africains devraient prendre une série de mesures allant dans le sens de la promotion et/ou du renforcement de la coopération monétaire et financière par des accords de paiement et de compensation d'une part, et d'autre part, mettre en place une politique de mobilisation des ressources financières à des fins d'investissements et de financement du commerce intra régional.

A. COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE

a/ Les accords de paiement et de compensation

64. Des accords de paiement et de compensation ont été conclus entre les pays africains ¹⁵/visant entre autre (a) l'utilisation des monnaies nationales dans les transactions réciproques; (b) la libéralisation des échanges entre les pays contractant; (c) la stimulation de la coopération et les consultations monétaires entre les pays participant à un accord de paiement et de compensation.

65. Ces dernières années, ces objectifs ont été compromis en raison surtout de la dégradation générale des résultats économiques des pays africains qui a entraîné une aggravation de l'endettement et du déséquilibre global de la balance des paiements.

¹⁵/ La Chambre de compensation de l'Afrique centrale, la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, la Chambre de compensation de la Zone d'échanges préférentiels.

66. Ces considérations, en plus d'autres, montrent qu'il s'impose des efforts accrus dans la rationalisation, la refonte et l'adaptation des mécanismes en vigueur à tous les niveaux, aussi bien national, régional qu'international.

67. Doré et déjà, il faudrait que les pays africains s'organisent pour accélérer la création d'un fonds monétaire africain, dont les objectifs sont:

- promouvoir la coopération monétaire et financière entre les pays membres en vue de faciliter la réalisation de l'intégration économique et le développement économique et social;
- Fournir une assistance au titre de la balance des paiements de manière à favoriser le développement du commerce intra-africain;
- Aider les Etats membres à mettre sur pied des programmes à long terme de stabilisation et de restructuration économiques.

68. La mise en place du Fonds monétaire africain serait en quelque sorte la réponse à la question que nombreux pays africains se posent quant à l'avenir qui est réservé aux monnaies africaines dans la perspective du grand marché européen de 1992.

69. La faiblesse structurelle des économies africaines prises individuellement et la structure inégale des relations Afrique-CEE plaident en outre en faveur d'un nouveau souffle dans la coopération monétaire et financière intra-africaine dans des

domaines 16/ tels que les mécanismes de paiements ou de financement du commerce.

b/ Les mécanismes de paiements et de compensation

70. Le contexte des années 80 qui se distingue par une pénurie de ressources et par la mise en application de programme d'ajustement structurel a largement affecté l'efficacité et la portée des mécanismes de paiements et de compensation en Afrique.

71. La recherche effrénée de devises en vue d'assurer le service d'une dette extérieure croissante a amené les pays africains à imposer des restrictions aux importations intra-régionales et à exiger que les règlements interviennent en devises convertibles. La conséquence directe de ces pratiques a été le recul des transactions effectuées par le canal des chambres de compensation et donc de la baisse des échanges intra-africains.

72. Les pays africains devraient aujourd'hui examiner les contraintes qui empêchent les mécanismes de paiements et de compensation d'être opérationnels.

73. Il n'est pas nécessaire de conclure de nouveaux accords, mais il serait souhaitable de resserrer la coopération monétaire entre les accords de paiements sous-régionaux dans le cadre de l'Association des Banques centrales africaines.

74. Cette stratégie permettrait aux pays africains de se prémunir autant que faire se peut des retombées du désengagement monétaire et financier de l'Europe des 12, qui a déjà commencé à se tourner vers les anciens pays socialistes d'Europe orientale.

16/ Voir CEA: Mécanismes et structures possibles pour une coopération monétaire et financière entre les pays en développement; Doc. E/ECA/TRADE/89/31, para. 52-68.

75. A la lumière de l'évolution des relations entre les différents accords de paiements sous-régionaux, il y a lieu d'envisager une liaison avec leurs homologues des autres régions en développement. Sur la base des chiffres récents du commerce international et compte tenu de la destination des échanges de certains pays membres, l'on pourrait encourager les associations suivantes:

- i) La Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) et le système de paiement et de crédit réciproque de l'ALADI 17/;
- ii) La Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest et la facilité multilatérale de compensation de la CARICOM 18/;
- iii) L'Accord de paiement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et l'Union asiatique de compensation 19/.

76. Il faudrait que parallèlement aux mesures envisagées ci-dessus, les accords sous-régionaux de paiements constituent un réseau et créent une union africaine de paiement dans le cadre de la Communauté économique africaine. Cette union serait progressivement responsable des liens extérieurs et négocierait au

17/ Le système de paiement et de crédit réciproque de l'ALADI regroupe les pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay et Venezuela.

18/ Les membres de la CARICOM sont: l'Autorité monétaire des Caraïbes orientales, Barbade, Belize, Guyane, Jamaïque et Trinidad et Tobago.

19/ Les membres de l'Union asiatique de compensation sont: la Birmanie, Inde, Iran, Népal, Pakistan et Sri-Lanka.

nom de l'Afrique toute entière, l'établissement des liens entre les accords de paiements avec d'autres groupements régionaux.

77. Cette démarche serait conforme au paragraphe 253 (c) du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos qui stipule que:

"Après la conclusion d'arrangements de compensation et de paiements institutionnels au niveau de toutes les sous-régions, les Etats membres entament des négociations en vue de relier entre eux ces arrangements sous forme d'une union africaine de paiement..."20/.

c/ Le financement du commerce

78. Le continent africain a hérité de sa longue histoire commune avec l'Europe des 12 des structures de production en déséquilibre. Les exportations de la région sont constituées pour une bonne part de produits primaires peu diversifiés et vulnérables, tandis que les biens manufacturés et la production du matériel d'équipement est pratiquement inexistante. Le commerce représente une part importante du PIB et est beaucoup plus concentré qu'il ne l'est chez ses partenaires commerciaux, ce qui crée une forte dépendance extérieure.

79. Avec les futurs arrangements monétaires et financiers de l'Europe de 1992, l'Afrique risque de se voir confronter à des déficits chroniques de sa balance des paiements courants avec l'Europe. Comment l'Afrique pourra-t-elle alors arriver à une transformation structurelle de son secteur extérieur de manière à être moins dépendant vis-à-vis de l'extérieur et plus compétitif sur le marché européen?

20/ Voir OUA: Plan d'action de Lagos.

80. L'expérience a montré que par le passé beaucoup de stratégies bien conçues n'ont pu être réalisées faute de financement d'où les principaux problèmes devant être abordés comprennent les aspects suivants: 21/

- i) La création d'institutions financières spécialisées pour le financement du secteur commercial à court et à moyen termes y compris le financement et l'assurance à l'exportation. A cette fin, le projet de création d'une Banque africaine d'import-export par la Banque africaine de développement et la mise en place de correspondants dans tous les pays africains est à encourager;
- ii) L'incitation des banques transnationales et des banques commerciales locales à allouer des ressources financières aux entrepreneurs et aux hommes d'affaires nationaux particulièrement engagés dans les activités de promotion commerciales entre les pays africains et les autres pays en développement;
- iii) L'allocation par les gouvernements de ressources accrues au secteur commercial pour la mise sur pied des systèmes de garantie des exportations qui constituent un élément important du secteur commercial moderne;
- iv) L'attribution plus accrue de devises au secteur commercial et au secteur manufacturier des produits d'exportation pour accroître la production

21/ Voir CEA: Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 1990 et au-delà, para. 42. Doc. E/ECA/Trade/89/25/Rev.5.

commercialisable et exportable et favoriser l'augmentation de la consommation des biens produits localement et réduire en même temps de façon significative les devises octroyées pour l'importation des biens de luxe et des biens destinés aux investissements non productifs.

81. La mise en oeuvre de ces stratégies requiert une étude globale approfondie des mécanismes de marchés aux différents niveaux en vue de concevoir des techniques adéquates pour répondre à la Stratégie du Grand Marché européen de 1992.

CONCLUSIONS

82. Etudier l'impact de l'évolution du Système monétaire européen (SME) sur le régime monétaire et financier des pays africains n'est pas une chose facile surtout que cette évolution introduit une série de problématiques aujourd'hui insolubles car reposant sur des choix que l'Europe va opérer, mais n'a pas encore déterminé.

83. Ce dont on peut remarquer c'est que la mise en place des mécanismes institutionnels devant déboucher sur le Grand marché unique entraîne un mouvement de repli des agents économiques européens qui se désengagent de l'Afrique.

84. Avec la nouvelle Europe, les caractéristiques et les performances des pays africains étudiés subiront des contrecoups de l'intégration monétaire et financière européenne dont les effets se feront particulièrement sentir au niveau des flux commerciaux, le niveau des réserves internationales et l'endettement des pays africains.

85. Pour survivre à ces chocs, les pays africains auront besoin de repenser toute leur politique de paiement et de financement du commerce international. Le dilemme est que les déficits de paiement avec l'Europe risquent de s'aggraver s'il n'y a pas d'augmentation des recettes d'exportation en faveur de l'Afrique.

86. Ainsi, la grande conclusion qui se dégage de l'étude est que tout d'abord, l'interdépendance de l'Europe de 1992 et de l'Afrique ne sera plus que de façade. Les gains que l'Afrique attendait de la Convention ACP/CEE ira s'amenuisant. Pour que l'Afrique garantisse ses maigres gains, il faudra qu'elle mette sur pied des

accords de compensation et de paiement pour transformer fondamentalement ses circuits financiers traditionnels.

87. Ces transformations devront s'accompagner de modifications importantes dans le dialogue Europe-Afrique. Les pays africains devront faire montre d'une plus grande fermeté et user d'un langage plus énergique et présenter un front uni pour exprimer leur mécontentement au sujet du nouvel ordre économique européen qui se dessine. Ceci parce que les pays européens ne sont pas prêts à accorder des concessions que l'Afrique serait en droit de réclamer.

88. Il n'existe pas encore de conflits mais des intérêts divergents. La reconnaissance de cette réalité est une condition préliminaire indispensable à l'avenir des relations de coopération entre l'Europe et l'Afrique.

ANNEXE 1

Tableau I: La politique de change des pays africains au 31 décembre 1989
et les principaux partenaires commerciaux

	Importations		Exportations	
Pays et monnaies dont le taux de change est établi par rapport	Principales sources	Part en %	Principales destinations	Part en %
1. <u>Au dollar des E.U.</u> Angola Djibouti	Portugal France	23.6 17.4	USA Yemen	60.0 47.6
2. <u>Au DTS</u> Burundi Rwanda Seychelles	Belgique Belgique Canada	15.8 15.0 40.1	Allemagne Kenya Italie	30.1 66.9 30.3
3. <u>A un ensemble d'autres monnaies</u> Algérie Maroc Sao Tomé-et Príncipe	France France Italie	24.0 23.0 35.3	France France Allemagne	13.0 26.0 40.5
4. <u>Ajusté en fonction d'un groupe d'indicateurs</u> Madagascar Mozambique	France Italie	27.3 22.4	France Singapour	29.6 16.1
5. <u>Régime de flottement dirigé</u> Guinée (C) Guinée (B) Mauritanie Tunisie	France Italie France France	31.7 27.0 29.9 26.0	U.S.A. Portugal Japon France	25.4 34.5 26.3 24.0
6. Flottement indépendant Zaire	Belgique	24.3	Belgique	43.3

Source: FMI IFS, Mars 1991.

ANNEXE II

**Tableau II: Emissions d'obligations internationales en ECU
(en milliards)**

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Communautés européennes	3.8	8.1	5.8	5.4	5.3	6.2	9.9
Hors Communautés	1.2	4.1	2.7	2.7	4.2	5.2	4.2
Total	5.0	12.2	8.5	8.1	9.5	11.4	14.1

Source: OECD Eurostat No. 2 1989
Financial market trends
June 1991.

**Tableau III: Distribution des prêts bancaires internationaux
par devises (%)**

	1988	1989	1990	1991(1)
Dollar des E.U.	64.2	70.0	58.4	74
Livre sterling	17.4	11.3	16.4	41.4
ECU	3.3	4.9	9.4	3.6
D. Mark	2.8	3.5	6.9	4.2
Yen japonais	6.1	5.3	1.9	2.5
Franc suisse	0.3	0.4	0.1	0.2
Autres	5.9	4.6	6.9	10.6
Total	100	100	100	100
Montant total en milliards de \$ des E.U.	129.3	126.8	120.6	21.6

Source: OECD: Financial market trends - June 1991.
(1) L'année 1991, janvier à avril.